

2024

RAPPORT ANNUEL

2025



Nous reconnaissons que notre bureau est situé sur des terres autochtones. La Nation Kanien'kehá:ka est reconnue comme la gardienne des terres et des eaux sur lesquelles se dresse Montréal aujourd'hui. Tiohtià:ke/Montréal est historiquement connu comme un lieu de rassemblement pour plusieurs Premières Nations. Aujourd'hui, ce territoire abrite une population diversifiée d'Autochtones et d'autres peuples. Nous respectons les liens continus avec le passé, le présent et l'avenir dans nos relations continues avec les peuples autochtones et les autres peuples au sein de la communauté montréalaise, reconnaissant les multiples torts causés par la colonisation européenne.

Engagée dans la solidarité internationale, notre organisation affirme les droits des Peuples autochtones et intègre une approche décoloniale dans toutes ses actions. Reconnaissant notre héritage colonial, nous soutenons les luttes portées par d'autres peuples pour la décolonisation, notamment celle du peuple palestinien pour l'autodétermination. Nous dénonçons ainsi l'occupation et les injustices systémiques subies par le peuple palestinien et réaffirmons ainsi notre engagement pour un monde où les droits de la personne sont respectés et où chaque peuple vit dans la paix et la dignité.

SOMMAIRE

Mot de la direction	4
Mot de la présidence	5
Alternatives en quelques mots	6
NOS ACTIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE	7
Des écoles mobiles pour les enfants de Gaza	8
Un réservoir d'eau communautaire pour le peuple Maya Kaqchiquel	9
Québec sans frontières	10
Stages jeunesse : la création d'une relève	14
ÉDUCATION, ACTION ET MOBILISATION	15
La Coalition du Québec URGENCE Palestine	16
Les états généraux de l'AQOCI	17
India Civil Watch International	17
Contrer la montée du fascisme	18
La Grande Transition : Raviver les solidarités post-capitalistes	19
Le Journal des Alternatives	20
D'autres conférences, activités publiques et représentations	21
DÉJÀ TREnte ANS : RENOUVELER LES SOLIDARITÉS	23
Les années de formation	24
Alternatives et les jeunes	25
À l'aube du nouveau millénaire	27
Un nouveau souffle décolonial	31
Le journal des 30 ans	34
UNE ANNÉE D'ACTION, DE MOBILISATION ET D'ENGAGEMENT	35
Survol de l'année	36
Rapports financiers 2024-2025	38
Le conseil d'administration, l'équipe de travail, les stagiaires et les bénévoles	40
Nos partenaires	42

MOT DE LA DIRECTION

30 ans d'engagement et de solidarité

L'année 2024-2025 a marqué une étape majeure dans l'histoire d'Alternatives, avec la célébration de son 30e anniversaire. Cet anniversaire a été l'occasion de revenir sur plus de trois décennies d'engagement en faveur de la justice sociale et de la solidarité internationale, tout en prenant la mesure du chemin parcouru depuis 1994.

Au fil des années, Alternatives a su évoluer dans des contextes politiques, sociaux et économiques complexes et changeants, tout en demeurant fidèle à sa mission et à ses valeurs fondamentales. Cette capacité d'adaptation, portée par l'engagement et la rigueur de ses équipes, a permis à l'organisation de développer des approches innovantes et de générer des changements durables, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle internationale.

La célébration de ce 30e anniversaire a également mis en lumière l'importance des partenariats qui soutiennent et nourrissent l'action d'Alternatives. Les collaborations durables établies avec nos partenaires locaux et à l'international ont été déterminantes pour la réalisation de nos projets et demeurent essentielles à la poursuite de notre mission. Leur confiance, leur solidarité et leur engagement continu renforcent la portée et l'impact de nos actions.

Enfin, cet anniversaire a été un moment de réflexion collective et de projection vers l'avenir. Plus qu'un regard rétrospectif, il a permis de réaffirmer notre engagement commun à poursuivre le travail en faveur de sociétés plus justes, solidaires et inclusives, en cohérence avec les valeurs qui guident Alternatives depuis 30 ans.

YASMINA MOUDDA

Directrice

MOT DE LA PRÉSIDENCE

Qualifier la scène internationale d'instable est à proprement parler un euphémisme. L'actualité internationale, en fait celle qu'on choisit de partager, qui est souvent aseptisée et filtrée, est un condensé de souffrances humaines indicibles qui se vivent au quotidien. De profonds bouleversements politiques et diplomatiques nous ont secoué·es.

- **Retour de Donald Trump à la Maison-Blanche.** Loin d'adopter une posture victime à la suite de cette réélection, il est important de souligner que presque 77 millions de personnes ont voté pour ce candidat qui avait fait de l'expulsion des personnes migrantes le socle de sa politique intérieure. Le message et les moyens utilisés démontrent la décomplexion abjecte non pas d'un individu, mais d'une machine politique rodée et amorphe.
- **Cessez-le-feu fragile à Gaza et poursuite d'un génocide.** Un accord de cessez-le-feu a été conclu, sous médiation ou par « imposition » internationale. La question se pose : est-ce un cessez-le-feu réel, puisque les Palestiniens et Palestiniennes continuent d'être tués et d'être exclus des discussions qui les concernent ? Parler des autres sans les autres est l'une des caractéristiques du colonialisme et de l'impérialisme modernes. Les restrictions liées à l'aide alimentaire et les obstacles empêchant la prestation de soins médicaux, sans oublier les conditions exécrables d'habitation, perpétuent un génocide que nous ne saurions ignorer.
- **Déstabilisation programmée en Haïti.** Tout comme pour la Palestine, les puissances impérialistes continuent à s'ingérer et à imposer une « vision du pays » en prenant soin de contourner et d'ignorer la volonté des Haïtiens et Haïtiennes. Une expression créole résume assez bien cette tendance séculaire : « Moun sa yo pi konin... » À quand un retour à une certaine dignité ?
- **Pillage éhonté des ressources en République démocratique du Congo (RDC).** L'appropriation des minerais critiques et des terres rares en RDC se poursuit dans la plus parfaite indifférence et constitue l'une des manifestations modernes du modèle colonial qui a privé le continent africain et de nombreux royaumes africains de leurs ressources et de leurs savoirs. Jeter une lumière crue sur ce détournement planifié m'apparaît essentiel dans le cadre de notre mission, qui porte notamment sur le partage équitable des ressources entre les peuples.
- **Le génocide oublié et le glissement à droite.** La situation qui perdure au Soudan est clairement un génocide. On parle de 150 000 morts et de millions de personnes déplacées. Les exécutions, les pillages, les viols, les attaques se multiplient depuis plus de 18 mois, sans que personne, ou presque, ne s'en préoccupe. Pourtant, le peuple soudanais fait preuve d'un courage exceptionnel avec très peu de soutien matériel et une couverture médiatique intermittente. Il m'apparaît essentiel que la situation au Soudan soit l'une des priorités d'Alternatives cette année.

Le regain marqué des politiques de droite, notamment en Inde et en Argentine, caractérisé par la méfiance à l'égard de l'autre, l'accroissement des inégalités sociales et la marchandisation des rapports internationaux, reste préoccupant.

Ce repli identitaire, loin d'être limité à d'autres régions du monde, est également présent au Québec et fragilise les liens sociaux et les solidarités. Dans ce contexte, le rôle d'Alternatives, qui œuvre à la convergence des forces progressistes locales et internationales, est plus que jamais essentiel. Il demeure urgent de comprendre et de déconstruire les rapports impérialistes postcoloniaux marqués par l'inégalité, le pillage des ressources et le mépris de la dignité des peuples et de les dénoncer par l'action militante, l'éducation et le réseautage.

Permettez-moi les quelques rappels suivants.

Alternatives est une organisation de solidarité qui œuvre pour la justice et les droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux, au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

Alternatives vise à construire un monde où les êtres humains vivent dans la dignité et le respect et se partagent équitablement le pouvoir et les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir.

Ancrées dans l'ADN et la mission d'Alternatives, nos valeurs guident nos actions dans un contexte mondial complexe marqué par les conflits et la désinformation. L'organisation réaffirme son engagement envers la dignité des peuples, le respect du principe d'autodétermination, notamment pour les nations autochtones, et le soutien aux initiatives citoyennes locales, en se positionnant résolument dans une solidarité fondée sur l'écoute, le respect des diversités et le refus des logiques de domination. Je nous souhaite une année remplie de défis. :)

Je conclurai en reprenant ces mots de Marie Da Silva, tirés de *Survivre au taf* : « Le progrès est l'éradication de l'oppression ».

MARC-ÉDOUARD JOUBERT
Coprésident

ALTERNATIVES EN QUELQUES MOTS

Créée en 1994, Alternatives œuvre pour la justice et les droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux, au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

Sa mission vise à renforcer les initiatives citoyennes et collectives afin de construire des sociétés démocratiques, justes et durables. Pour y parvenir, l'organisation s'appuie sur la création de liens de solidarité avec des groupes de la diaspora, des universitaires, des organisations communautaires, des populations autochtones, des syndicats, des associations étudiantes et d'autres citoyen·nes d'ici et d'ailleurs. Les mouvements sociaux, les femmes et les jeunes y jouent un rôle central.

Alternatives, ce sont des employé·es, des stagiaires, des bénévoles, des membres, des partenaires et des allié·es qui, ensemble, œuvrent à la construction d'un monde plus juste :

- Où les êtres humains vivent dans la dignité et le respect et se partagent équitablement le pouvoir et les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir ;
- Où l'on respecte la diversité des peuples et des individus ainsi que les droits civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels ;
- Où l'on œuvre à améliorer les conditions de vie des populations par un développement qui rompt avec le paradigme de la croissance et s'appuie plutôt sur la transformation sociale et la solidarité.

Les champs d'action prioritaires

- LES DROITS, LA DIGNITÉ ET LA JUSTICE SOCIALE ;
- L'INCLUSION ET L'ANTIRACISME ;
- LES FEMMES ET LES FÉMINISMES PLURIELS ;
- LA PAIX, LA DÉMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ ;
- LA JUSTICE CLIMATIQUE, L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ;
- LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ;
- LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET LES MÉDIAS LIBRES.





DES ACTIONS, DE SOLIDARITÉ

Ancrée dans un esprit décolonial, notre action repose sur la solidité des partenariats établis avec des acteurs du Sud et du Nord global : des partenariats solidaires, où prévalent la réciprocité, l'interaction, la co-action et où des mouvements sociaux et des groupes de la société civile sont engagés dans un processus de changement social dont ils sont à la fois l'origine et la force motrice.

Cette année, nous avons soutenu nos partenaires en Palestine, au Guatemala, en République démocratique du Congo, en Haïti et au Honduras.

DES ÉCOLES MOBILES POUR LES ENFANTS DE GAZA

À Gaza aujourd'hui, environ 625 000 élèves sont privé·es d'éducation formelle et vivent dans la peur constante de la guerre et des bombardements. Cette situation a des conséquences irréversibles sur leur santé mentale et leur capacité à s'adapter et à envisager l'avenir.

Dès le début du génocide, nous avons travaillé avec notre partenaire de longue date, le Teacher Creativity Center (TCC), pour offrir des opportunités d'apprentissages et répondre à la détresse psychologique de ces enfants en attendant la reprise des classes.

Pendant l'année, le TCC a formé des équipes de volontaires sur le terrain qui enseignent les langues et les mathématiques, offrent un soutien psychosocial et proposent des activités récréatives aux jeunes déplacé·es. Chaque école mobile touche plus de 180 filles et garçons âgé·es de sept à quatorze, en plus de leurs parents, tutrices et tuteurs.

Dans la dernière année, le TCC s'est établi dans le quartier d'Al-Buraq du gouvernorat de Khan Younis. À l'intérieur d'un périmètre de quelque 500 mètres carrés délimités par une clôture, on y a installé cinq tentes, des tapis de sol et des toilettes. L'espace de jeu est couvert d'un immense parasol qui crée un peu d'ombre et protège les enfants des intempéries. En attendant la reconstruction du système d'éducation et la reprise des classes, le TCC continue ainsi d'offrir des opportunités d'apprentissage aux enfants de Gaza.

D'après une évaluation menée auprès de 80 enfants, cette initiative a amélioré les aptitudes et les connaissances des jeunes a réduit leur détresse psychologique.

Teacher Creativity Center

Le Teacher Creativity Center (TCC) est une organisation non gouvernementale à but non lucratif créée en mai 1995 par un groupe d'enseignants qui travaillaient dans des écoles du gouvernement, des écoles établies par l'UNRWA et des écoles privées en Palestine.



UN RÉSERVOIR D'EAU COMMUNAUTAIRE POUR LE PEUPLE MAYA KAQCHIQUEL

Au Guatemala, près de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Ce taux s'élève à 80% pour les peuples autochtones. Dans les zones rurales, environ 40 % des habitant·es souffrent d'une pénurie d'eau qui compromet leurs besoins domestiques et agricoles. Aggravée par le phénomène météorologique El Niño, cette pénurie a exacerbé les problèmes sociaux et économiques de plusieurs populations qui vivent le long du « corridor sec ».

Le collectif Madre Selva agit pour renforcer la participation citoyenne à la gestion durable des ressources naturelles et proposer des solutions concrètes pour améliorer les conditions de vie de la population, notamment les femmes et les communautés autochtones.

Dans la dernière année, le financement de la Fondation Louise-Grenier a donc permis la construction d'un réservoir d'eau communautaire à Plan de la Cruz, dans le département de Jalapa. Ce projet participatif vise à garantir un meilleur accès à l'eau pour les usages domestiques et agricoles.

Menés entre janvier et mars 2025, les travaux de construction ont permis de bâtir un réservoir d'une capacité de 900 m³, équipé d'un rideau de rétention, d'une boîte de distribution, d'un robinet-vanne et d'un lavoir communautaire demandé par les femmes. Le réservoir profite directement à 43 familles (environ 250 personnes). La restauration de l'écosystème environnant aura des retombées positives sur plusieurs autres familles. La municipalité a contribué en matériel, main-d'œuvre et infrastructures, tandis que la communauté a contribué bénévolement aux travaux de construction.

La communauté et la municipalité de Monjas ont été activement impliquées dans la planification, la conception et la réalisation des travaux. À partir de la saison des pluies, le réservoir sera en mesure de capter et de stocker l'eau pour l'utiliser durant la saison sèche.

Ce projet s'inscrit dans une stratégie plus large qui vise à promouvoir des modèles communautaires d'énergie et de gestion durable de l'eau comme alternative aux grands projets extractivistes.



QUÉBEC SANS FRONTIÈRES



Financé par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), le programme Québec sans frontières (QSF) est crucial à notre mission. Il renforce notre capacité à soutenir des initiatives de solidarité internationale et nous permet de poursuivre notre travail d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Cette année, nous avons appuyé quatre partenaires : l'association Solidarité des femmes pour un développement intégral (SOFEDI) en République démocratique du Congo, le Colectivo Madre Selva au Guatemala, l'Institut de technologie et d'animation (ITECA), en Haïti et la Fédération des organisations de travailleuses et des travailleurs du secteur social et informel de l'économie (FOTSSIEH) au Honduras.

RDC : soutien d'urgence aux personnes déplacées par la guerre

En République démocratique du Congo (RDC), la prise de la ville de Bukavu par le mouvement AFC/M23 en février 2025 a provoqué une grave crise humanitaire qui a eu des conséquences dévastatrices sur la population, en particulier les femmes et les filles.

Nous avons donc travaillé avec la SOFEDI afin de fournir un soutien alimentaire d'urgence à quelque 200 femmes et filles déplacées dans la ville de Bukavu et ses environs. Ces femmes et ces filles, qui ont souvent la responsabilité de jeunes enfants, vivent dans une grande précarité, sans accès suffisant à la santé, au logement et à l'alimentation.

La distribution des vivres s'est faite dans différentes zones de la ville, notamment à Bagira, à Kadutu, à Brasserie et à Ibanda, et dans un contexte hautement volatile.



Guatemala: souveraineté et justice énergétique

Au Guatemala, les populations locales touchées par les activités extractives, en particulier les communautés autochtones, jouent un rôle clé dans la défense des droits environnementaux. Ces populations n'ont souvent pas les ressources, l'information, les capacités techniques, ni l'appui institutionnel pour avoir gain de cause en face de l'industrie extractive. Ainsi, le travail du Colectivo Madre Selva vise à les informer et à les former sur les droits de la personne, à leur faire prendre conscience de la légitimité de leurs revendications, à les aider à documenter la violation de leurs droits, ainsi qu'à leur fournir une assistance juridique lorsque nécessaire.

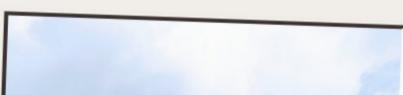
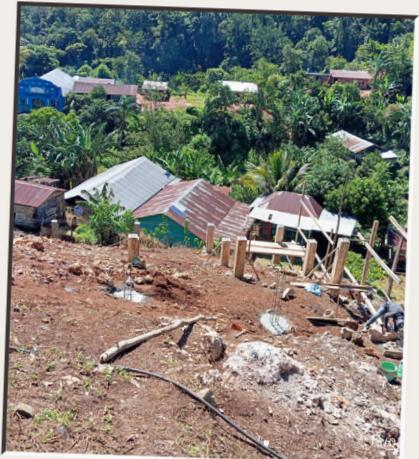
Avec son programme «Souveraineté et justice énergétique», le collectif soutient des communautés rurales du Guatemala dans la génération et la gestion autonome de leur propre énergie et favorise ainsi la sauvegarde de leurs ressources naturelles.

Pour assurer la réussite et la pérennité des résultats, le collectif travaille de près avec toutes les parties prenantes du territoire et s'assure d'une implication continue de la communauté. Cette approche permet ainsi d'intégrer des solutions environnementales innovantes : techniques pour protéger des micros bassins versants, conception de projets hydroélectriques respectueux du débit écologique, recyclage sécurisé des matériaux photovoltaïques, etc. Le rôle des femmes est valorisé dans les décisions communautaires, la gestion environnementale, l'agroécologie et même la formation technique liée à la maintenance des systèmes.

Dans la dernière année, le climat politique a favorisé un rapprochement et un dialogue avec les pouvoirs publics qui ont réaffirmé leur volonté de s'engager sur plusieurs dossiers, ce qui a permis d'améliorer et d'étendre les réseaux électriques dans différentes zones de la région, notamment à Los Copones. Ces nouveaux partenariats ont facilité la construction d'un système hybride hydroélectrique photovoltaïque qui vise à fournir de l'électricité à huit communautés mayas Q'eqchi' (environ 2 500 personnes, 450 familles) de la Zona Reina, dans le département du Quiché. Le système comprend une petite centrale hydroélectrique de 42 kW et un champ solaire de 60 kW doté d'un système de stockage (BESS).

En plus d'un soutien politique, l'initiative jouit d'une participation communautaire remarquable, notamment celle de la communauté Nueva Asturias qui a offert un terrain pour le champ solaire.

L'expérience du collectif démontre que l'ancrage communautaire, l'action directe, plaidoyer et éducation populaire, la participation des municipalités assurent la durabilité et l'impact des initiatives communautaires. Ce travail illustre aussi comment des projets de transition énergétique ancrés dans la justice sociale, la participation citoyenne et la protection de l'environnement peuvent contribuer directement à améliorer la qualité de vie des populations rurales mayas du Guatemala.





Haïti : autonomisation des femmes de la commune d'Aquin

Haïti traverse une grave crise sociale, politique et économique qui fragilise les conditions de vie des populations haïtiennes, en particulier des groupes les plus vulnérables. D'après le Centre national de la sécurité alimentaire, 48 % de la population haïtienne fait face à une insécurité alimentaire aiguë. On compte par ailleurs plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont plus de la moitié sont des enfants (Organisation internationale pour les migrations, 2025).

Depuis plus d'un an, le pays est dirigé par le Conseil provisoire de transition (CPT) à présidence tournante, qui a été instauré sous l'impulsion de la CARICOM. Ce dispositif peine à atteindre ses objectifs : restaurer la sécurité et organiser des élections crédibles. Avec l'État qui a perdu le contrôle de plusieurs territoires, les violences armées ne cessent d'augmenter. Les institutions publiques, nationales comme locales, demeurent dysfonctionnelles et incapables d'assurer les services de base et de jouer leur rôle de relais légitime auprès de la population.

Dans ce contexte difficile, les femmes du secteur de l'économie informelle sont lourdement touchées. Ainsi, l'initiative de l'ITECA, menée en collaboration avec la Table de concertation agricole du Sud, vise à soutenir l'autonomisation de quelque 150 femmes du département d'Aquin et de renforcer l'efficacité de leurs activités agricoles génératrices de revenu. Depuis le printemps 2025, l'ITECA a organisé des ateliers d'information et d'éducation pour les femmes cibles, les a accompagnées dans la création de jardins maraîchers et a déployé des formations sur les techniques de base de l'infographie afin de mieux faire rayonner leurs activités génératrices de revenus.

Honduras : protéger les droits des travailleuses de l'informel

Le Honduras compte l'un des plus hauts taux de féminicide d'Amérique centrale. Avec l'abolition des financements de l'USAID qui a davantage fragilisé les programmes de protection en place, les actions de soutien aux travailleuses du secteur informel de l'économie sont d'autant plus nécessaires.

Au cours de la dernière année, le Centre d'attention intégrale pour la femme entrepreneure (CAIME) et la Fédération des organisations de travailleuses et de travailleurs du secteur informel de l'économie (FOTSSIEH) ont continué d'apporter des soins multidisciplinaires et de télémédecine principalement à des femmes et des filles de San Pedro Sula et des régions environnantes. Le centre a livré 338 services médicaux, 234 consultations psychologiques et 15 services juridiques. Par ailleurs, le service de télémédecine a permis de desservir des femmes de régions plus isolées.

Pendant la même période, la FOTSSIEH a organisé des ateliers et des forums d'information et d'éducation sur différentes thématiques auxquels ont participé plus de 300 personnes. Ces sessions ont abordé l'entrepreneuriat et la création de caisses d'épargne en région rurale, la prévention de la violence fondée sur le genre et les modèles de masculinité positive, la défense des droits du travail, le leadership féminin et l'égalité des genres, etc.

Plusieurs campagnes diffusées au moyen des réseaux sociaux ont continué d'informer la population sur la santé préventive, la contraception, les effets de la violence sur la santé mentale et l'autonomisation économique des femmes. Ces campagnes se sont articulées autour de quelques dates importantes : le 25 novembre (journée de lutte contre la violence envers les femmes), le premier décembre (lutte contre le VIH/SIDA), le 25 janvier (journée de la femme hondurienne) et les seize jours d'activisme pour les droits de la personne.

La FOTSSIEH a également tenu des kiosques d'information sur la santé et les droits des femmes, a réalisé des murales et des activités artistiques et a créé de nouveaux partenariats afin d'élargir la portée de ses actions. Pour continuer de tisser des liens de solidarité et renforcer son rayonnement à l'échelle nationale et internationale, la fédération a participé à des ateliers internationaux au Pérou et au Guatemala, a accueilli des partenaires de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et a émis plusieurs déclarations publiques qui appellait à défendre et à promouvoir les droits des femmes et le travail décent.



STAGES JEUNESSE : LA CRÉATION D'UNE RELÈVE

Cette année a marqué le lancement du Programme de stages internationaux pour la jeunesse (PSIJ) 2024-2029 qui permet à de jeunes stagiaires de travailler avec nos partenaires dans le Sud global. Financée par Affaires mondiales Canada (AMC), cette nouvelle édition cible en particulier de jeunes Canadien·nes âgé·es de 18 à 30 ans qui sont confronté·es à des obstacles à l'emploi.

Depuis 1994, les stages jouent un rôle essentiel pour former une relève, renforcer le travail de nos partenaires, créer des ponts entre des associations du Sud et du Nord global et faire rayonner des enjeux internationaux qui sont souvent dans l'angle mort des grands médias.

Cette année, trente-neuf jeunes ont réalisé des stages avec des partenaires du Bénin, du Brésil, du Cameroun, du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, de l'Inde, de la Malaisie, du Népal, des Philippines, du Sénégal, du Sri Lanka et de la Tunisie. De plus, quatre mandats ont été menés à distance depuis nos bureaux, pour appuyer nos organisations partenaires au Sénégal, au Lesotho et en République démocratique du Congo (RDC).

Ce programme mise notamment sur la qualité de la formation et de l'accompagnement des stagiaires. Les jeunes contribuent aussi à un blogue, qui s'ajoute à nos autres stratégies d'éducation sur la solidarité internationale.

En plus des stages PSIJ, un partenariat avec l'Université d'Ottawa nous a permis d'organiser quatre stages de trois mois avec nos partenaires du Népal et de la Côte d'Ivoire.

L'impact des stages sur le parcours personnel et professionnel des jeunes est indéniable.





ÉDUCATION, ACTION ET MOBILISATION

En 2024-2025, nous avons déployé de nombreuses stratégies d'éducation et d'information afin de faire rayonner certaines luttes et résistances portées par des associations du Sud et du Nord global.

LA COALITION DU QUÉBEC URGENCE PALESTINE

Tout au long de l'année, nous nous sommes impliqués dans le comité de coordination de la Coalition du Québec URGENCE Palestine et dans différents sous-comités. En plus d'avoir mener des activités de mobilisation et de plaidoyer et de soutenir la campagne « Sortons la Caisse des crimes en Palestine », nous avons participé à l'organisation d'une série de soirées d'information organisée sous le thème « Palestine, une histoire qui n'a pas commencé le 7 octobre 2023 : les racines du génocide à Gaza ». À partir de l'hiver 2025, les cinq ateliers suivants ont été offerts en présence et en virtuel :

- De la naissance du sionisme à la Nakba, 1897-1949 (26 février) ;
- Du nettoyage ethnique au génocide, 1967-2025 (12 mars) ;
- La Palestine au cœur d'enjeux géopolitiques complexes (2 avril) ;
- L'hypocrisie de la politique canadienne (23 avril) ;
- Les mouvements de résistance palestinienne (14 mai).

Le jeudi 5 juin en matinée, nous avons aussi accueilli la conférence de presse de la délégation canadienne de la Marche mondiale pour Gaza qui regroupe des milliers de personnes dans un mouvement visant à atteindre la frontière de la bande de Gaza avec l'Égypte, au point de Rafah, contrôlé par Israël.



LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'AQOCI



Photo : Laure Carpentier



Les 4, 5 et 6 juin, nous avons participé au Grand rendez-vous des États généraux québécois de la solidarité internationale (ÉGQSI) qui s'est tenu à l'Université de Montréal. Ce fut l'occasion de renforcer nos liens avec des partenaires du Québec et de l'international.

INDIA CIVIL WATCH INTERNATIONAL



Pendant l'année, nous avons continué notre travail avec le India Civil Watch International (ICWI) et avons soutenu différentes stratégies pour défendre la démocratie et les droits de la personne en Inde et appuyer des collectifs, des militant·es et des mouvements sociaux dans le pays et la diaspora.

CONTRER LA MONTÉE DU FASCISME

L'aggravation des crises écologiques et sociales, la déréglementation des flux financiers, l'exacerbation des inégalités, le pillage des ressources naturelles, l'intensification des guerres impérialistes et l'érosion du droit international nous ont plongé·es dans une crise globale et multidimensionnelle. Bien au-delà de l'élection de Donald Trump aux États-Unis, le fascisme et toute une constellation poreuse d'extrêmes droites gagnent du terrain et s'attaquent aux institutions démocratiques, aux libertés civiques, aux droits sociaux, aux personnes migrantes, aux minorités, aux femmes et aux mouvements ouvriers.

Au tournant du deuxième millénaire, la contestation altermondialiste a servi de véhicule d'action politique pour des milliers d'associations et des militant·es du Sud et du Nord global. Dans les dernières années, l'édifice de ces mouvements anti-systémiques s'est fragilisé, la planète s'est enfermée dans une spirale sans issue de haine et de violence et le génocide à Gaza a révélé au grand jour les fractures de l'ordre international.

Or, que reste-t-il aujourd'hui des projets altermondialistes ? Est-ce possible de réinventer ces espaces pour en faire de nouveaux lieux de résistance contre la montée de l'extrême droite et d'imaginer un front commun qui soit à la fois pluriel et cohérent ? Comment relancer la convergence de luttes sociales à l'échelle planétaire et raviver une culture de gauche multiraciale capable d'articuler les dimensions de classe et de colonialisme, de justice sociale, écologique, économique et raciale ? Et comment s'engager avec d'autres mouvements dans le monde contre l'alliance des droites et de l'extrême droite ?

Depuis un moment maintenant, on constate la création de plusieurs plateformes, de regroupements et de coalitions qui résistent et cherchent à proposer une alternative aux modèles actuels. On voit aussi l'émergence de mouvements sociaux, féministes, antiracistes, des premiers peuples, décoloniaux et écologistes qui portent de nouvelles radicalités. Mais au milieu de ces luttes, on ne trouve pas encore de projet commun. Comment faire converger ces efforts (ou faudrait-il créer des points de convergence ?) afin de mieux résister ensemble contre la montée du fascisme ? L'extrême droite s'est construite aussi en une internationale, continue de s'organiser et tente de former une alliance internationale de droite multiraciale.

Dès la fin de l'été 2024, des discussions ont pris forme entre l'équipe, le conseil d'administration et d'autres membres et militant·es d'Alternatives, ainsi qu'avec différents partenaires à l'international. Dans le cadre de cette démarche, nous avons tenu deux premières rencontres, le 12 avril et le 11 mai 2025, qui ont réuni plus d'une vingtaine de personnes de divers groupes et secteurs : solidarité internationale, syndicats, mouvements palestiniens, voix juives, milieu communautaire, philanthropie, etc. Le 25 juin, nous avons rassemblé différents regroupements du Québec pour réfléchir sur ce qui peut être mis en commun comme idées d'action et agenda de mobilisation en face des multiples crises qui menacent nos sociétés et nos écosystèmes. Puis, le 28 juin, avec nos partenaires de l'international, nous avons établi les assises d'une plateforme internationale contre la montée du fascisme. Les thèmes transversaux de cette plateforme sont la paix juste, la justice écologique, la justice socioéconomique et la construction du mouvement.



LA GRANDE TRANSITION : RAVIVER LES SOLIDARITÉS POST-CAPITALISTES

Au printemps, nous avons également participé à l'organisation de l'édition 2025 de la Grande Transition (LGT), un colloque international organisé à Montréal du 29 mai au 1er juin. En plus de notre rôle dans le comité de coordination de la LGT, nous avons organisé les cinq ateliers suivants :

1. Pour une solution durable en Haïti (30 mai). Une conférence animée par Marc-Édouard Joubert avec la participation de Jean-Claude Icart et Chantal Ismé.
2. Extractivisme en Afrique (31 mai). Un webinaire animé par Kasandra Boisvert avec la participation de Grace Kaoumeh (Association Stern Africa, Côte d'Ivoire), Hamado Simpore (le Réseau Zoodo action et solidarité, Burkina Faso) et Viviane Sebahire Marakume (SOFEDI, RDC).
3. Le scholasticide à Gaza : crime contre l'humanité (31 mai). Une conférence animée par Zahia El-Masri avec la participation du Dr Ahmad Abu Shaban (doyen de la faculté d'agriculture et de médecine vétérinaire de l'université Al-Azhar à Gaza et professeur invité en sociologie de l'environnement à la faculté des changements environnementaux et urbains de l'université de York) et Benoît Lacoursière (FNEEQ).
4. Paix et résistance au Soudan (31 mai). Une conférence animée par Duha Elmardi (Sudan Solidarity Collective) avec Abdel Salam Sidahmed (Sudanese Human Rights Monitor), Husam Mahjoub (Sudan Bukra) et Muzan Alneel (écrivaine socialiste et chercheuse en politique industrielle).
5. Les jeunes et les communications engagées (30 mai). Un atelier avec la participation de Jérémy Bouchez, Ronald Cameron et Anne-Florence Maranda.

Le premier mai, nous avons également participé à une table ronde sur les luttes pour la justice sociale en Inde et dans la diaspora sud-asiatique et les stratégies pour contrer la montée du fascisme avec Feroz Mehdi, Dolores Chew (Centre communautaire des femmes sud-asiatiques de Montréal), Dr Chinnaiah Jangam (Université Carleton), Dr Mritunjay Mohanty (Indian Institute of Management, Calcutta) et Aparna Sundar (chercheuse indépendante, Toronto).



LE JOURNAL DES ALTERNATIVES

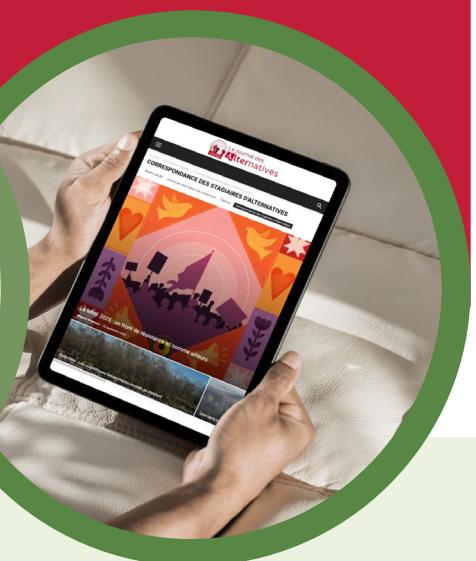
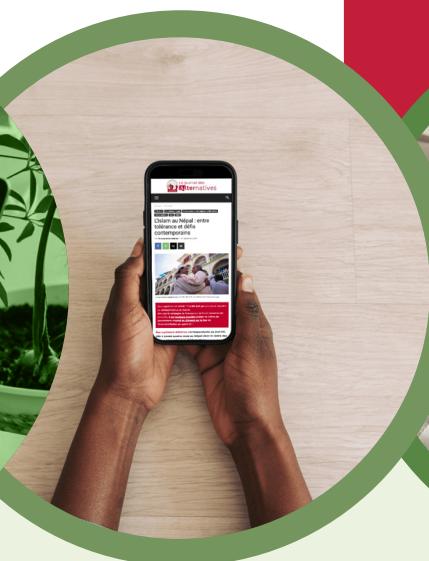
Depuis février 2023, Alternatives (JdA) et le Réseau international pour l'innovation sociale et écologique (PA) ont uni leurs forces dans une collaboration visant à redonner vie au Journal des Alternatives. Le Journal des Alternatives — une plateforme altermondialiste est un média numérique d'information et d'analyse sur l'actualité internationale, les mouvements sociaux et la solidarité internationale. Il s'inscrit dans une démarche d'éducation populaire et d'éducation à la citoyenneté mondiale.

Au cours de l'année 2024, le site a enregistré 40655 visites, en hausse de 7 % sur 2023. Et les visites continuent de progresser en 2025. La mission du journal vise à soutenir le développement du journalisme militant par des jeunes en s'appuyant sur des stages. Une cinquième cohorte de stagiaires s'est amorcée en janvier 2025. Au cours de l'exercice 2024-2025, douze jeunes y ont participé, portant à 26 le nombre de stagiaires depuis 2023.

Le journal vise aussi à offrir aux groupes et aux réseaux un outil pour favoriser la mobilisation et valoriser leurs actions. Plusieurs événements ont été couverts pendant l'année: les Journées québécoises de la solidarité internationale, les États généraux de la solidarité internationale de l'AQOCI, le Forum social des intersections (FSMI) et la Grande Transition.

40 655
VISITES EN 2024

une plateforme altermondialiste



Correspondance des stagiaires d'Alternatives



TUNISIE: LE FIL DE L'EXPLOITATION OU L'EXPLOITATION DU FIL ?

MYCEA THEBAUDEAU



RDC: LE SORT DES FEMMES ET DES ENFANTS EXPLOITÉ.ES DANS LES MINES

YOUSRA CHARIFA DANDJOUMA



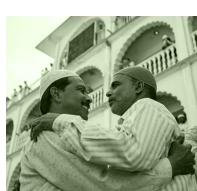
NÉPAL : UNE LONGUE TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

ROZANNA RYAN



SRI LANKA : CONSTRUIRE UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE

RYAN ANDREW NGAI



L'ISLAM AU NÉPAL : ENTRE TOLÉRANCE ET DÉFIS CONTEMPORAINS

ÈVA LACHANCE-ADAMUS

ALTERNATIVES.CA/STAGES/BLOCUE



RETRouver ces articles et plus encore!

D'AUTRES CONFÉRENCES, ACTIVITÉS PUBLIQUES ET REPRÉSENTATIONS



Journée d'orientation

Le 7 septembre, nous avons tenu une journée d'orientation pour réaffirmer notre engagement en faveur d'une solidarité internationale fondée sur la justice, l'autodétermination et la coopération équitable. C'était l'occasion de réfléchir aux solidarités dans un contexte de crises multiples. Une attention particulière a été portée à la situation en Haïti, en Palestine et au Liban. Dans l'ensemble, les échanges ont mis en évidence l'urgence de transformer les politiques de solidarité pour les ancrer dans une approche réellement participative, inclusive et décoloniale.

Soirée d'échange avec Michèle Sibony

Le 25 septembre dernier, nous avons organisé une soirée avec la militante pour la défense des droits du peuple palestinien et membre de l'organisation antisioniste Union juive française pour la paix (UJFP), Michèle Sibony. Cette rencontre a réuni une trentaine de participant·es engagé·es, venu·es échanger, s'informer et partager leurs réflexions sur la situation actuelle en Palestine.





UNE ANNÉE D'ACTION, DE MOBILISATION ET D'ENGAGEMENT

Pendant l'année, nous avons porté des actions importantes pour continuer de nouer des solidarités à l'échelle nationale et internationale. L'année a également été traversée par des événements marquants qui ont motivé des appels à la solidarité et de nouvelles mobilisations.

3 juillet — Conférence de presse de la rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Me Francesca Albanese, pour présenter son troisième rapport intitulé « De l'économie d'occupation à l'économie de génocide ». Dans son rapport la rapporteuse spéciale accuse la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) de participer à « l'économie du génocide » à Gaza.

10 juillet — Dans le cadre d'un stage PSIJ en Inde, Anne-Florence Maranda et Lién-Hoa Vertu Tran réalisent une entrevue avec la militante Sucheta De.

22 et 23 août — En Inde, quelque 400 000 syndiqué·es du taxi tiennent une grève à grande échelle contre des services comme Uber et Ola à Delhi. Les quinze syndicats qui les représentent condamnent les pratiques d'exploitation de ces entreprises et demandent de meilleures conditions de travail. Les conditions de ces travailleuses et travailleurs sont dénoncées dans un rapport publié en 2024 par notre partenaire le People's Association in Grassroots Action and Movement (PAIGAM).

29 et 30 août — Les stagiaires du PSIJ auprès du partenaire Sinar Project en Malaisie présentent leur projet lors de la conférence annuelle de PyCon MY : <https://www.alternatives.ca/stages-blogue/notre-experience-a-pycon-my-de-la-programmation-a-laction/>.

juillet

août

26 janvier — Avec la Coalition du Québec URGENCE Palestine, nous participons à l'organisons d'une grande manifestation contre le génocide à Gaza.

30 janvier — Décès de Tapan Kumar Bose, célèbre réalisateur de documentaires, défenseur des droits de l'homme et militant pour la paix connu dans toute l'Asie du Sud.

31 janvier — Célébration des 30 ans d'Alternatives au Lion d'Or avec un spectacle haut en souvenirs.

3 décembre — Moussa Tchangari, intellectuel et secrétaire général de l'association Alternative Espaces Citoyens au Niger, est enlevé à son domicile par trois hommes armés en civil; sa famille est placée sous résidence surveillée. Une campagne est lancée pour demander la libération de ce grand militant nigérien.

janvier

Décembre

7 février — Rencontre entre la directrice générale des partenariats d'aide internationale et coordination stratégique de l'AMC, Sharon Armstrong, et les stagiaires PSIJ pendant le programme de formation.

26 février — Premier d'une série de cinq ateliers sur la Palestine organisée par la Coalition du Québec URGENCE Palestine.

26 et 27 mars — Grand rassemblement des partenaires du programme Québec sans frontières à Québec.

Février

Mars

SURVOL DE L'ANNÉE

7 septembre — Journée d'étude et d'orientation pour réfléchir avec nos membres, nos allié·es et nos partenaires à des stratégies d'action et de mobilisation.

18 septembre — L'Assemblée générale des Nations Unies exige qu'Israël mette fin à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé (TPO) au plus tard d'ici un an.

25 septembre — Soirée d'échange avec Michèle Sibony, membre de l'organisation antisioniste Union juive française pour la paix (UJFP) pour discuter de la situation en Palestine et du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.

Septembre

17 octobre — Séance d'information dédiée au recrutement de la prochaine cohorte pour le Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ).

Octobre

1er novembre — Participation à la conférence de Rachad Antonius, cofondateur d'Alternatives et professeur associé au département de sociologie de l'UQAM, autour de son plus récent ouvrage « La conquête de la Palestine. De Balfour à Gaza, une guerre de Cent Ans ». (2024).

13 novembre — Lancement du nouveau programme Québec sans frontières qui soutient notre mission, nos stratégies d'éducation et le travail de plusieurs partenaires dans le Sud global.

25 novembre — Crédit d'une murale commémorative par la FOTSSIEH au Honduras pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Novembre

12 avril — Début d'une série de rencontres pour discuter de la convergence de différentes forces progressistes contre la montée de l'extrême droite et du fascisme.

17 mai — Participation à la manifestation à Montréal pour marquer le 77e anniversaire de la Nakba.

Du 29 mai au 1er juin — Édition 2025 de La Grande Transition (LGT).

4, 5 et 6 juin — Grand rendez-vous des États généraux québécois de la solidarité internationale (ÉGQSI).

27 juin — Lancement d'une plateforme internationale contre le fascisme qui réunit des groupes et des militant·es d'une douzaine de pays.

Avril

Mai

Juin

RAPPORT FINANCIER

BILAN

2025

2024

ACTIF

Actif à court terme	1 886 288 \$	1 350 408 \$
Immobilisations	384 529 \$	394 495 \$
	2 270 817 \$	1 744 903 \$

PASSIF ET ACTIF NET

Passif à court terme	1 438 927 \$	998 751 \$
Actif Net	831 890 \$	746 152 \$
	2 270 817 \$	1 744 903 \$

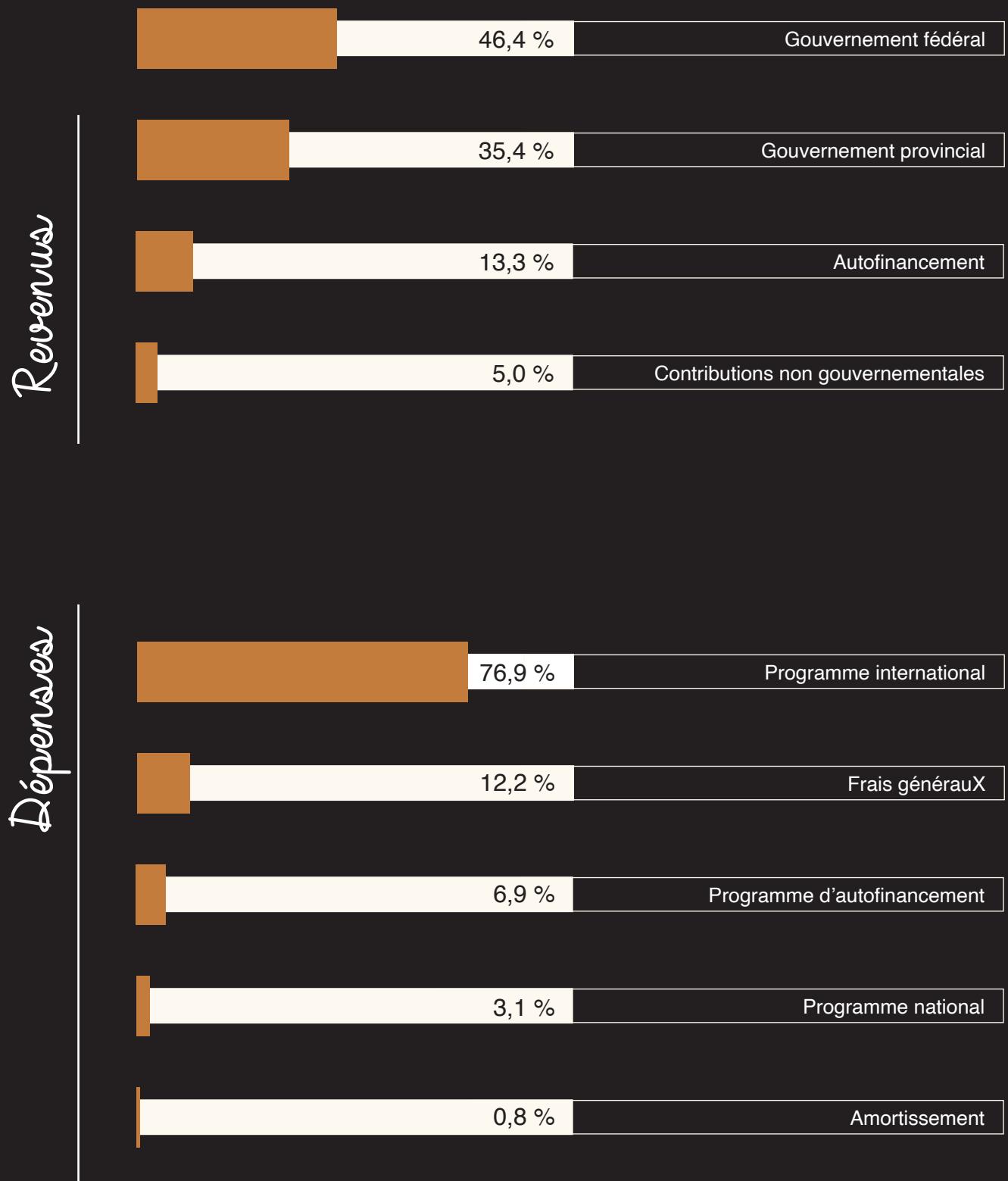
ÉTAT DES RÉSULTATS

REVENUS

Gouvernement fédéral	836 863 \$	458 046 \$
Gouvernement provincial (Québec)	240 000 \$	340 275 \$
Contributions non gouvernementales	90 087 \$	19 660 \$
Autofinancement	638 394 \$	323 272 \$
	1 805 344 \$	1 141 253 \$

DÉPENSES

Programme international	1 322 135 \$	748 973 \$
Programme national	53 389 \$	60 544 \$
Programme d'autofinancement	119 354 \$	87 128 \$
Frais généraux	210 624 \$	220 427 \$
Amortissement	14 104 \$	14 172 \$
	1 719 606 \$	1 131 244 \$
Excédent des produits sur les charges	85 738 \$	10 009 \$



Le Conseil d'administration

MARC-ÉDOUARD JOUBERT
VIOLETTE DROUIN
VANESSA GORDON
FRANCESCA WALTZING
ISABELLE FORTIN
ZAHIA EL-MASRI
AMIR KHADIR
DENIS KOSSEIM
HAMOUDA SOUBHI

(MEMBRE INTERNATIONAL NON-VOTANT)

L'équipe salariée

YASMINA MOUDDA
FEROZ MEHDI
KASANDRA BOISVERT
JÉRÉMY BOUCHEZ
JIMMY LYNCH
VERTU LIEN HOA TRAN
CATHERINE PAPPAS

(DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM)
(PROGRAMME DE STAGES)
(RECHERCHE DE FINANCEMENT)
(COMMUNICATION)
(COLLECTE DE FONDS)
(ASSISTANTE ADMINISTRATIVE)
(DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE)

Les stagiaires et bénévoles

TRINIDADE CARRENO PANELA
ALI BAHSOUN
ALICE BOISVERT
ANNABELLE MATHIEU
CAMDEN DOUTHWRIGHT
CHRISTRIOLINE LIKIBO
DELYA BIGNY
DJIBRIL BOUCHET
DOUNIA KARAME
EDWIN BOC
ELAINE MA
EVELYNE FORTE
FATIMA HAIDAR
FATIMA-EZZAHRA EL ABDA
JADA NDOPEDRO
JASPREET SOHI
JEAN-GABRIEL ROUILLIER
JOSARA GEORGES
JULIAS JAKE MAY
KEITH ANDRE BAYBAYON
KETSIA MORENA CHLOÉE MBA

KIRSTEN SWIFT
LAETITIA ANGE FLORIANE COULIDATI
LILIANE VALIQUETTE
LINA AL KHATIB
MASSINISSA BELAÏD
MELINA SUELZLE
MICAH MAGPUSAO
MICHELLE BROWN
MOHAMMED JUZER BATLIWALA
NEHAL SINGH
RANA BOUAZER
RANDEEP MANDAR
SABRINA SABOURIN
SAMUEL FORTIN
SOLÈNE CROHEM
SYDNEY CARIER
THÉO BASTIEN
VALANTE MILHOMME
VANESSA CATANIA
WEAJUE MOMBO

Nous participons à plusieurs coalitions au Québec, au Canada et ailleurs, notamment :

- L'Association pour le progrès des communications (APC)
- L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
- Coopération Canada
- La Coalition du Québec URGENCE Palestine
- La Concertation pour Haïti
- Le Conseil International du Forum social mondial
- Le Front commun pour la transition énergétique (FCTE)
- Le India Civil Watch International (ICWI)
- International South Asia Forum (INSAF)
- Le réseau d'intervention humanitaire du Canada (RHC)
- La Plateforme altermondialiste
- Le Conseil central Montréal Métropolitaine (CCMM-CSN)
- Le LabDelta
- Le Collectif de la Grande Transition
- L'université TELUQ
- L'Observatoire des inégalités raciales au Québec (OIRQ)

*Devenir membre
d'Alternatives c'est :*

FAIRE PARTIE D'UN MOUVEMENT MONDIAL QUI DÉFEND LA DÉMOCRATIE, L'ENVIRONNEMENT ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX POUR LA DIGNITÉ DES PEUPLES.

ÊTRE MEMBRE D'ALTERNATIVES, C'EST SOUTENIR LA PROMOTION ET LA CONSTRUCTION D'INITIATIVES NOVATRICES PORTÉES PAR DES MOUVEMENTS SOCIAUX QUI LUTTENT POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, POLITIQUES, CULTURELS ET ENVIRONNEMENTAUX. C'EST AUSSI NOUS PERMETTRE DE CONTINUER LE TRAVAIL COLLECTIVEMENT.

LES MEMBRES D'ALTERNATIVES FONT UNE COTISATION MENSUELLE OU ANNUELLE.

COMMENT DEVENIR MEMBRE

PAR TÉLÉPHONE :

514 982-6606 ou

1-800-982-6646

EN LIGNE :

alternatives.ca/devenir-membre

NOUS TENONS À REMERCIER NOS PARTENAIRES FINANCIERS, AINSI QUE CEUX ET CELLES QUI ONT CONTRIBUÉ FINANCIÉREMENT AUX DIFFÉRENTES COLLECTES DE FONDS PENDANT L'ANNÉE.





En partenariat avec

Canada 

*Relations
internationales
et Francophonie*

Québec 



uOttawa



IDRC · CRDI

ELA
EUSKAL SINDIKATUA



Campaña
Latinoamericana
por el Derecho
a la Educación


CSN

FONDATION

**Louise
Grenier**



3720, AVENUE DU PARC, BUREAU 300
MONTRÉAL, QUÉBEC, H2X 2J1
TÉLÉPHONE : 514 982-6606
SANS FRAIS : 1-800-982-6646
TÉLÉCOPIEUR : 514 982-6122
WWW.ALTERNATIVES.CA

FACEBOOK : /ALTERNATIVESMTL
MASTODON : @ALTERNATIVESMTL
YOUTUBE : ALTERNATIVESNGO
INSTAGRAM : @ALTERNATIVESMTL
LINKEDIN : ALTERNATIVES
TIKTOK : @ALTERNATIVESMTL